Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 9, n°2 | Juin 2018

Les temps des territoires

Mésentente temporelle. La fabrique du patrimoine culturel urbain de Rio de Janeiro à l'épreuve des temps du territoire *carioca*

Temporal disagreement. The urban cultural heritage fabric of Rio de Janeiro through the test of rhythms of the carioca territory

Véronique Zamant

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/12173>

DOI : 10.4000/developpementdurable.12173

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Véronique Zamant, « Mésentente temporelle. La fabrique du patrimoine culturel urbain de Rio de Janeiro à l'épreuve des temps du territoire *carioca* », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 9, n°2 | Juin 2018, mis en ligne le 15 juin 2018, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/12173> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.12173

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Mésentente temporelle. La fabrique du patrimoine culturel urbain de Rio de Janeiro à l'épreuve des temps du territoire *carioca*

Temporal disagreement. The urban cultural heritage fabric of Rio de Janeiro through the test of rhythms of the carioca territory

Véronique Zamant

- 1 Les villes fabriquent continuellement des outils pour se construire, se projeter dans l'avenir et se réinventer un imaginaire qui affirme leur présence au monde (Augé, 2008) dans un contexte de compétitivité des territoires, et conditionne la mise en place de transformations territoriales.
- 2 En considérant la temporalité comme une relation au temps spécifique, faite de l'articulation que chaque individu effectue au présent (en fonction de ses intentions et de sa pratique¹ quotidienne de l'espace) entre son passé et son futur, les multiples acteurs qui font (la) ville supposent autant d'horizons temporels et spatiaux qui ne se superposent pas systématiquement. Mesurer les écarts entre ces « horizons d'attente », travailler leurs articulations, prendre en compte leurs tensions avec les « champs d'expérience vécue² » permet d'identifier les différents présents à l'œuvre dans le « faire ville ».
- 3 Les procédures de patrimonialisation de territoires constituent un poste d'observation de choix pour comprendre cette imbrication entre les temps d'un territoire. Elles reprennent cette tension entre horizon d'attente et espace d'expérience, car elles mobilisent à la fois un héritage du passé (la ville héritée), une projection du futur (la ville projetée) et se doivent de s'articuler au présent (la ville actuelle) (LAA, 2013).
- 4 C'est notre regard qui confère à un objet sa valeur patrimoniale par la construction d'une représentation selon des filtres quant à la notion de patrimoine. Lesquels diffèrent en fonction des époques, des aires culturelles et des contextes invoqués. La mise en

patrimoine est avant tout une manifestation de la façon dont les sociétés gèrent leur historicité et dont chaque individu se remémore le passé pour orienter l'action au présent (Illich, 1994). La relation patrimoine/temps se modifie en fonction des époques et des groupes sociaux qui la considèrent. Ainsi la chaîne patrimoniale (Fabre, 2013), qui désigne chacune des étapes composant une procédure de patrimonialisation, entremêle différentes appréhensions temporelles. Lesquelles dépendent de la relation au temps de chaque individu prenant part à la procédure, et mènent à des approches diversifiées de ce que peut être un patrimoine. Nous souhaitons dès lors avancer l'hypothèse que le « *faire patrimoine* » en tant que « *moment singulier où les relations entre le passé, l'actuel et l'avenir sont questionnées, reconfigurées, re-signifiées*³ » (Guez, 2008) est un processus qui permet à chacun de se réapproprier le débat sur le temps. Effectivement, comme l'analyse Sébastien Jacquot à travers une comparaison des logiques de patrimonialisation entre trois villes, reconstruire les cadres spatio-temporels à partir des débats patrimoniaux permet de mieux cerner les enjeux sur le devenir urbain (Jacquot, 2007).

- 5 En prenant appui sur les résultats d'une enquête ethnographique⁴, nous proposons d'analyser l'imbrication entre les temporalités de la procédure de patrimonialisation – ayant mené à l'inscription en juillet 2012 d'une partie des territoires de Rio de Janeiro sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco en tant que « paysage culturel » – et celles des transformations urbaines que traverse cette ville dans le cadre de l'accueil de plusieurs événements sportifs et culturels d'envergure internationale⁵.
- 6 En héritage d'une anthropologie de la ville (Agier, 2013), nous choisissons d'adopter une posture méthodologique « du dedans » (Biase, 2014), un regard depuis l'intérieur (Fava, 2007) qui nous amène à construire un récit du déroulement de la procédure en ne considérant que les actions qui participent dans le présent de cette procédure. À l'instar de François Hartog, qui parle de « régimes d'historicité⁶ », nous estimons que l'expérience du temps se façonne différemment selon les situations. Nous proposons donc de nous intéresser non pas à une durée ou un pas de temps sur lequel évaluer les aménagements ou les politiques publiques en lien avec la procédure, mais à quatre moments qui rythment cette procédure : le récit, la décision, l'annonce et le projet. En nous rapprochant d'une démarche propre à la micro-histoire, nous analyserons chacun de ces moments comme un « présent d'autrefois » autour de quelques acteurs précis mobilisant différents régimes temporels en fonction de la conjoncture du moment (Bensa, 1996) ; la micro-histoire est donc ici mobilisée comme cadre méthodologique. Cette analyse nous permet en conclusion de relever, à l'interaction entre les différents régimes d'historicité des acteurs impliqués, les enjeux de la patrimonialisation d'un paysage au croisement avec ceux du développement durable.

1. Le récit, ou comment représenter

- 7 La première étape de toute procédure de patrimonialisation consiste en la construction d'un récit qui permet de représenter, de rendre présente, la valeur patrimoniale de l'objet considéré, ici le paysage *carioca*⁷. Ce récit constitue le socle du dossier de nomination remis à l'Unesco.

1.1. La permanence comme référence

- 8 Malgré la multiplicité des vocabulaires du patrimoine (Bondaz *et al.*, 2014), dans le cadre de l'obtention du label Patrimoine mondial de l'humanité, il est nécessaire de se conformer à la vision qu'a l'Unesco du patrimoine. Et plus précisément de justifier la Valeur universelle exceptionnelle (VUE), à travers les critères d'authenticité et d'intégrité⁸. Ces critères dépendent des spécificités du site pouvant témoigner de son ancrage historique dans la durée et de son caractère intact⁹. Mais dans un contexte géo-historique où la réalité historique est multiple à la fois dans le temps et dans l'espace, cette approche caractéristique de l'histoire européenne¹⁰ rend difficile la reconnaissance d'une valeur patrimoniale, tel que le souligne l'un des acteurs de la candidature de Rio.

« Le mot "historique" m'inquiète, parce que ça ne correspond pas à Rio. Rio n'a rien d'historique. Ce sont des fragments historiques, mais qui ne parviennent pas à constituer un paysage. » [Représentant du secrétariat municipal de l'environnement de la ville au sein du comité technique de la candidature, entretien, Rio de Janeiro, mai 2011]

- 9 Afin de proposer une justification répondant aux caractéristiques du paysage *carioca*, dans les extraits issus du dernier dossier, la valeur patrimoniale de Rio de Janeiro est présentée non pas comme se fondant sur la reconnaissance de caractéristiques formelles, originelles, exceptionnelles et inchangées, mais plutôt sur la permanence de la relation entre les éléments paysagers et les usages des citoyens depuis la fondation de la ville.

« C'est un exemple exceptionnel d'un paysage naturel qui s'est développé sur plus d'un millénaire à partir des interactions apportées par l'établissement des humains et le développement de la ville. [...] Il favorise le partage de valeurs communes [...] par tous les êtres humains de toutes les générations dans le présent et le futur [...] » (Iphan, 2012 : 84)¹¹

« Pour tous ces éléments, nous pouvons observer l'authenticité de leur utilisation et le maintien de leurs usages publics, sociaux et de loisir comme établis originellement [...] L'un des facteurs les plus importants de la création et du maintien des caractéristiques du site par les gouvernements successifs a été l'usage public et social du territoire. [...] L'intégrité du bien peut être reconnue dans l'importance et la fonctionnalité qu'ils ont dans la vie de la ville. » (Iphan, 2012 : 95)

- 10 Et c'est donc à partir de cette question de la permanence de l'usage que l'histoire du développement de la ville est présentée dans le récit qui structure le dossier :

« [...] Nous nous sommes concentrés sur les manières d'utiliser les espaces que nous étions en train de lire ; en identifiant et en reliant cet usage avec l'histoire de la ville. [...] Nous voulions travailler aussi avec les fonctions de la ville, et non pas uniquement avec l'histoire de son développement. Il s'agissait pour nous d'identifier dans la zone délimitée les éléments du paysage qui racontaient cette histoire de développement. » (Responsable de l'équipe technique pendant l'élaboration de la candidature, entretien, Rio de Janeiro, mai 2011)

1.2. L'accélération comme rythme

- 11 Au-delà d'une adéquation aux critères de l'Unesco, la construction de ce récit relève d'une procédure juridique scandée par les échanges entre les différentes institutions impliquées.

« [...] un dossier de nomination c'est un peu comme un contrat entre un État partie et la communauté internationale où une série des éléments doit être présent pour que le contrat soit valide, et il faut donc contrôler justement que ces éléments

soient bien présentés et soient clairs. Donc dans ce contexte, la préparation juridique est importante parce que le dossier de nomination reste toujours un document de droit international. » (Responsable de l'évaluation de la bonne conformité des dossiers de candidature au centre du patrimoine mondial, entretien, Paris, juillet 2010)

- 12 Ainsi, lancée fin 2008 la formalisation du dossier va se dérouler sur trois années selon un rythme en prise avec une temporalité accélérée propre au contexte de transformation urbaine de la ville et à son agenda politique, dont la densité des événements incite à être uniquement dans l'instant et contribue à l'avènement d'un « temps écrasé » (Herzfeld, 2013). En conséquence, le dossier pâtit de manques et, comme le souligne le conseil international des monuments et des sites (Icomos) dans son rapport d'analyse (Icomos, 2012), le plan de gestion est incomplet. Malgré les recommandations de l'Icomos de reporter la candidature à l'année suivante pour présenter un plan de gestion finalisé, les responsables maintiennent la candidature pour juillet 2012. Rio accueille effectivement, quelques jours avant cette session du Comité du patrimoine mondial, la conférence internationale « Rio +20 »¹². Cette conférence qui met la question du développement durable (Brundtland, 1989) au cœur des discussions donne une dimension géopolitique à la candidature de Rio à l'Unesco, qui dès lors ne peut essuyer un refus ni même un report.

« L'inscription à l'Unesco contribue beaucoup à faire reconnaître Rio comme ville durable » (directeur de l'institut de l'État de Rio de Janeiro en charge de la gestion du patrimoine, entretien, Rio de Janeiro, août 2012)

- 13 La finalisation de la candidature est donc précipitée au vu de l'agenda politique, culturel et de travaux de la ville.

1.3. Le présent comme possibles

- 14 Cette construction d'un récit bénéficie également, comme souligné dans l'extrait d'entretien ci-dessous, d'un contexte plus large de réflexion sur le patrimoine qui permet d'appuyer la position des tenants de la candidature concernant l'usage social du patrimoine.

« [...] pour avancer et faire en sorte que la candidature s'insère dans une démarche et une réflexion aujourd'hui envisageables et rendant dès lors la candidature possible. » (Responsable de l'équipe technique, entretien, Rio de Janeiro, avril 2011)

- 15 Effectivement, la réflexion nationale autour du lien entre paysage, patrimoine et développement a évolué en une décennie, comme en témoigne l'adoption de différents textes et lois nationaux et internationaux. Ainsi, l'Iphan adopte en 2009 un texte intitulé « Paysage culturel urbain » (Iphan, 2009). Ce texte vise à considérer le paysage culturel comme un outil, permettant de travailler avec des volontés patrimoniales dans un contexte de développement des territoires qui s'appuie sur les processus de production locale. Le paysage culturel n'y est pas considéré comme un label attribué à un état donné selon certaines valeurs, mais plutôt comme la reconnaissance des caractéristiques d'interaction entre l'homme et son environnement.

Art. 1^{er} « Le paysage culturel brésilien est une partie spécifique du territoire national, représentative du processus d'interaction de l'homme avec le milieu naturel, sur laquelle la vie et les sciences humaines ont imprimé des marques ou ont attribué des valeurs. » (ibid., 2009)

- 16 Par ailleurs, en 2011, l'adoption du nouveau plan directeur de développement urbain et soutenable de la ville (Governo Federal do Estado do Brasil, 2011) s'accorde avec les

résultats de cette réflexion et donne une large place au paysage et au patrimoine. Pour finir, la même année, l'Unesco adopte la recommandation concernant les paysages urbains historiques (Unesco, 2011). Laquelle, en reconnaissant le « changement comme élément inhérent de la condition urbaine » (Oers, 2009 : 25), marque un tournant dans le discours de l'Unesco qui insiste désormais sur une indispensable articulation entre passé, présent et futur.

- 17 Finalement, les tenants du dossier d'inscription de Rio à l'Unesco construisent un récit en articulant les expériences individuelles et collectives du temps qui sont à l'œuvre dans les territoires *cariocas*. C'est pourquoi, à l'opposé du contenu de la narration qui s'inscrit en référence à des durées très longues remontant à la fondation de la ville (cf. §2.1), la formalisation du dossier, rythmée par des échanges procéduriers, est en prise avec une temporalité accélérée propre au contexte de transformation urbaine de la ville et à son agenda politique. Cette première étape, durant laquelle la population n'a pas été consultée, permet la délimitation du bien à patrimonialiser (figure 1). Les résultats d'une enquête ethnographique menée auprès des habitants et ayant abouti à une cartographie patrimoniale habitante (figure 3) permettent cependant de constater un recoupement entre les entités constitutives de la zone géographique proposée à l'Unesco et celles ayant une valeur patrimoniale paysagère pour les habitants. Il est important de relever que ces lieux sont mis en valeur, par les habitants, au vu du sens qu'ils prennent dans le présent des usages, quand ils sont mis en valeur dans le cadre de la candidature pour leur qualité paysagère intrinsèque au regard des critères de l'Unesco et d'enjeux institutionnels liés à des projets territoriaux¹³.

Figure 1. Carte des éléments paysagers et naturels constituant le paysage culturel de Rio de Janeiro inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco

1 - Parc national de La Tijuca ; 2 - Jardin botanique ; 3 - Le Pain de Sucre et les monts Urca Leme et Cara de Cao ; 4 - Copacabana ; 5 - Baie de Botafogo ; 6 - Parc Flamengo ; 7 - Complexe de forteresse de l'entrée de la baie de Guanabara

Figure 2. Carte de localisation du terrain d'étude

Figure 3. Carte des lieux clés constitutifs d'un imaginaire urbain *carioca* résultant de l'enquête ethnographique

2. La décision, ou comment confronter

- 18 La seconde étape que nous avons souhaité analyser est celle de la décision institutionnelle : un moment court durant lequel le Comité du patrimoine mondial prend une décision quant à l'inscription du bien en fonction de l'analyse réalisée par l'Icomos. Juste après cette décision validant l'inscription de Rio, la ministre de la Culture du Brésil prend la parole pour mettre en exergue les divergences d'appréhensions temporelles qui peuvent exister autour de l'interprétation de la notion de patrimoine. Elle souhaite ainsi souligner la nécessité de se détacher, au sein des institutions, d'une vision historique du patrimoine¹⁴ pour pouvoir accueillir des approches patrimoniales respectueuses de territoires aux temporalités différentes¹⁵.

« Cette inscription rend possible la création d'une nouvelle cartographie patrimoniale rompant avec une vision majoritairement historiciste et proposant une approche plus ample de compréhension du monde. » (Ministre de la Culture du Brésil, 36e session du Comité du patrimoine mondial, Saint-Petersbourg, juillet 2012)

- 19 Le terme historique – entendu, selon une conception traditionnelle du temps qui le considère comme un continuum ponctuel et homogène ancré dans le passé (Agamben, 2002 (1978)) – rend effectivement difficile la compréhension des structures et des paysages qui s'ancrent dans le présent et se situent dans le temps court, mais sans cesse renouvelé ; tel que souligné dans l'extrait ci-dessous.

« La ville de Rio est bien trop fragmentée pour être considérée comme paysage historique. Une ville est une succession. Elle est reconstruction et évidemment elle cohabite avec des moments différents de cette histoire, de cette civilisation, de cette population, qui sur le site sont venues construire cette ville. Il s'agit plus des éléments reconnus culturellement par cette civilisation. Qu'ils soient protégés ou non. C'est une question culturelle. Comment chacun regarde son passé, culturellement... » (Représentant du secrétariat municipal de l'environnement de la ville au sein du comité technique, entretien, Rio de Janeiro, mai 2011)

- 20 L'arène de l'Unesco (Brumann, 2012 ; Schmitt, 2009) devient un lieu intéressant dans lequel sont remis en question des régimes temporels dominants et où d'autres s'esquissent, issus d'expériences patrimoniales nouvelles. Les décisions qui y sont prises peuvent être considérées comme des indicateurs d'un « esprit du temps » (Bertho, 2008) annonçant des possibles évolutions vers d'autres régimes temporels.

3. L'annonce : d'un événement à un non-événement

- 21 La troisième étape consiste en la médiatisation de la décision dans les différentes sphères institutionnelles, mais également auprès de la population.

3.1. Attribuer le label : un événement pour les institutions, un non-événement pour la population

- 22 Le 1er juillet 2012, les éloges et remerciements s'accumulent pour saluer cette inscription qui nous plonge « dans le régime extraordinaire » ((Bensa *et al.*, 2002 : 8). Car, comme le souligne la délégation de la Colombie dans l'extrait de discours ci-dessous, cette inscription « libère un faisceau de possibles » (ibid. : 11) à partir duquel il est possible de

proposer un futur autre dans l'arène de l'Unesco. Cette inscription est donc un événement en tant qu'instant court occasionnant une rupture et pouvant déboucher sur quelque chose de différent¹⁶, dans les politiques patrimoniales.

« Brasília a réalisé [...] quelque chose de vraiment novateur, qui d'une certaine façon marque un pas dans cette convention. Dans ce sens, il me semble qu'il serait très prudent que nous puissions mettre en place un groupe de travail, une commission de travail pour avancer sur la définition de directives concrètes concernant les sites et les monuments et sur la définition même d'une ville, données par la convention. Parce que probablement cette inscription de Rio de Janeiro ne correspond pas exactement à une seule des définitions et ouvre des possibilités infiniment riches pour les autres villes. » (Délégation de la Colombie auprès de l'Unesco, 36e session du Comité du patrimoine mondial, Saint-Petersbourg, juillet 2012]

- 23 Inversement l'annonce de l'attribution du label est reçue sans surprise à Rio même. En témoigne le peu d'articles qui relatent cette labellisation¹⁷. Parmi les extraits relevés, beaucoup scandent les mêmes phrases telles que : « *Eu já sabia* »¹⁸ ; « *A Unesco fez o que todos já sabíamos* »¹⁹ (Teixeira et al., 2012) ; « *En y réfléchissant bien, je pense que le titre de l'Unesco aurait déjà dû être attribué depuis longtemps* » (Seixas, 2012) ; « *Rio, Parabéns por mais essa conquista !* »²⁰ ou « *Faz tempo que a gente anuncia que a vista do Rio é patrimônio* »²¹. Ce label ne semble donc entraîner aucune rupture, puisqu'il vient reconnaître quelque chose qui se savait déjà et qui est déjà intégré dans le fonctionnement normal de la ville ; le label est dès lors perçu comme un non-événement (Jacquot, 2007). De plus, le désintérêt de la population pour cette annonce est en partie lié à son impuissance face à une situation à laquelle elle n'a pas pris part :

« Le dossier a été monté par des spécialistes [...] personne ne sait ce que ce dossier contient. Nous ne savons pas, nous n'avons pas participé directement à l'élaboration du dossier. Et la population non plus n'a pas été impliquée. » (Représentant du secrétariat municipal de l'environnement de la ville au sein du comité technique, entretien, Rio de Janeiro, avril 2011)

- 24 Allié à la notion de patrimoine telle que véhiculée par l'Unesco, le label semble donc déboucher sur une attitude conservatrice guidée par des normes préétablies et au caractère prescriptif. L'attribution de ce label a bien évidemment des conséquences sur le territoire *carioca*, mais elles s'inscrivent dans une temporalité bien plus longue et difficilement appréhendable dans les usages au quotidien.

3.2. Accueillir les JO : un événement pour la population

- 25 *A contrario*, l'annonce de l'accueil de la Coupe du monde en 2014 et des Jeux olympiques (JO) d'été en 2016 (respectivement le 30/10/2007 et le 2/10/2009) est perçue à Rio comme un événement, magnifié par toute une mise en scène festive. Ainsi le 30 octobre 2007, des millions de Brésiliens descendent dans les rues pour fêter ces attributions qui propulsent Rio de Janeiro sur la scène internationale. Il y a un avant et un après « Rio Ville hôte ». L'annonce, qui est déjà un événement en soi, suppose la venue dans un futur proche d'un autre événement du fait du caractère exceptionnel de son déroulement, mais également du fait de pouvoir impulser quelque chose de différent. Cette capacité de l'événement à dresser un nouvel horizon temporel est mise en avant dans le contenu du dossier de candidature de la ville de Rio pour accueillir les JO d'été 2016, qui présente cet événement sportif sous une approche performative, car pouvant articuler un grand projet de ville pour 2020.

« La vision des Jeux de Rio 2016 est totalement liée à la planification stratégique à long terme de la ville et du pays. [...] Tous les investissements serviront pour gérer les conséquences substantielles, tangibles et significatives pour la population de Rio et du Brésil, et ces investissements sont coordonnés avec nos plans de développement à long terme. » (Extrait du fascicule de présentation de la candidature de Rio aux JO d'été 2016)²².

- 26 À partir de là, la ville de Rio semble n'avoir pour futur plus que ces « méga-événements » qui renforcent une vision de la ville portée par les plans de développement. Ce nouvel horizon temporel proche entraîne un rétrécissement du temps et permet une maîtrise des temporalités, laquelle, comme ont pu le souligner Maria Gravari-Barbas et Sébastien Jacquot dans d'autres contextes (2007), justifie les profonds changements territoriaux²³ mis en œuvre rapidement.

« [...] les Jeux de Rio 2016 seront [...] une opportunité pour accélérer les transformations de Rio de Janeiro en une ville vraiment globale. » (Extrait du fascicule de présentation de la candidature de Rio aux JO d'été 2016)

- 27 Mais un décalage se crée, qui va en s'agrandissant entre la temporalité dictée par ces événements et celle réelle de la transformation d'un territoire ou d'un tissu social. L'événement devenu « l'incessant surgissement d'un présent perpétuel ou chronique » (Bensa et al., 2002 : 9) enferme le champ d'horizon de l'utilisateur²⁴ dans l'immédiat. Cette approche basée sur l'instant relève d'un régime temporel plat identifié par François Hartog comme une « historicisation immédiate du présent » (2003 : 200). Or les transformations urbaines se réalisent dans la durée et incitent à une expérience du temps plus longue. C'est le sentiment de ce décalage qui selon Jean Chesneaux (1994) encourage les usagers à retrouver la maîtrise du temps et à renouer avec l'exercice de la citoyenneté. Ainsi, même si l'annonce a été accueillie comme un événement joyeux, plus le « méga-événement » approche plus le climat social se tend face à l'accentuation des inégalités qui sont perceptibles de plus en plus concrètement à travers les nombreuses transformations que subit la ville. Le contexte social devient fortement marqué par les revendications citoyennes croissantes²⁵ face au décalage de plus en plus difficilement absorbable entre le temps de la marchandisation urbaine et celui des pratiques quotidiennes.

- 28 En comparant dans la production médiatique la réception de l'annonce de l'accueil des JO et de la Coupe du monde avec celle de l'attribution du label Unesco, nous constatons que le temps long de la mémoire est délaissé au profit de l'instantané. L'horizon temporel véhiculé par les médias se réduit. Ainsi, en restreignant les manifestations internationales à leur dimension événementielle et en n'impliquant pas la population dans le processus de patrimonialisation, les politiciens s'assurent une maîtrise des transformations du territoire qui, elles, s'inscrivent dans un temps plus long.

4. Le projet : un plan de gestion entre prescription et performance

- 29 L'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion représentent une étape clé, puisqu'il s'agit de mettre en place les directives permettant la préservation de l'objet patrimonialisé face à l'évolution de son contexte.

4.1. Conditionner l'attribution du label à la remise du plan de gestion ?

- 30 En considérant le régime temporel selon lequel l'Unesco pense le patrimoine (reconnaissance et conservation d'un état venant du passé), ce plan de gestion doit décrire l'état de conservation du bien à patrimonialiser et les différentes mesures déjà mises en œuvre dans le cadre de la préservation de l'état de ce bien. Le plan de gestion revêt ainsi une dimension prescriptive. Cependant, en se basant sur le régime temporel selon lequel les responsables brésiliens de la procédure envisagent le patrimoine (reconnaissance et maintien dans le futur d'une relation effective depuis le passé), le plan de gestion devient un document qui décrit comment la dimension patrimoniale s'articule avec le développement territorial au présent et dans l'avenir.

« [...] une nomination, c'est un plan de gestion d'un site dont il faut démontrer la VUE. C'est un plan de gestion mis en place, déjà effectif. C'est ça la base d'un dossier. Ce n'est pas quelque chose qu'on va faire après avoir eu l'accord du comité. [...] Pourquoi on n'est pas d'accord avec cette vision. [...] Dans notre vision, la Convention du patrimoine mondial a comme but de protéger des sites qui ont une VUE. Donc si un site a cette valeur, il mérite déjà d'être dans la liste. » (Diplomate responsable de la section culture, à la délégation du Brésil auprès de l'Unesco, février 2012, Paris)

- 31 Dès lors, les responsables de la candidature de Rio souhaitent remettre un plan de gestion après et non pas avant la décision du Comité du patrimoine mondial.

4.2. Mettre en œuvre l'articulation des temps du territoire

- 32 Le plan de gestion peut être considéré comme un projet qui rend tangible dans le présent du quotidien l'articulation entre des régimes temporels supposés contradictoires et s'inscrit dans « un temps de la maturation et de la mise en place d'une urbanité » (Roncayolo, 2002 : 242). Ainsi, comme le décrit l'extrait du plan de gestion ci-dessous, au moment de son élaboration il faut articuler les différentes dimensions temporelles que sont la préservation d'une mémoire à travers celle d'un patrimoine (passé), le développement de la ville avec la prise en compte du plan directeur (futur) et la temporalité des usages du quotidien (présent), celle des résidents (Tomas, 2004).

« Le plan de gestion [...] se base sur des stratégies promouvant : la sensibilisation de la société envers l'importance de la conservation du patrimoine comme mémoire de la culture et de l'identité *carioca*. Le perfectionnement des instruments de planification et de gestion des éléments du site [...] [il] a comme objectifs : intégrer actions et projets proposés dans un processus de préservation environnementale du site, garantissant le développement territorial et socio-économique écologiquement équilibré et culturellement diversifié. » (Iphan, 2014 : 13)

- 33 Pour atteindre cet objectif, le comité de gestion se compose d'une pluralité d'acteurs porteurs de ces différentes appréhensions temporelles, et parmi lesquels il convient de noter la présence de la fédération des associations des habitants de Rio (FamRio). Effectivement, bien qu'ayant été laissés en marge de la formalisation du dossier de candidature, les habitants mettent en place diverses initiatives leur permettant de prendre position sur les enjeux de patrimoine²⁶ (Zamant, 2016). Le comité doit par ailleurs prendre en compte ce micro-ordre d'échelle internationale qui est imposé sur des portions de la ville par des multinationales pour exploiter le potentiel touristique du

paysage *carioca* (Zamant, 2013a). Ce qui amène le comité de gestion à se concentrer sur des points de friction précis sur lesquels il a finalement plus ou moins de prise en fonction de leur localisation, en zone centrale ou en zone tampon²⁷. Prenons l'exemple de la Marina da Gloria qui se trouve dans le parc du Flamengo. Dans le cadre des JO, elle doit accueillir un centre de congrès. Le projet proposé ne répond pas selon le comité de gestion aux caractéristiques du paysage et en détériore la physionomie. Cependant, la réalisation de ce centre est nécessaire au vu des JO et ne peut être annulée. Le comité de gestion doit donc travailler avec les responsables du projet afin que ce dernier soit réalisé tout en respectant les caractéristiques du paysage²⁸. Ainsi le comité de gestion rencontre des difficultés pour faire valoir une interprétation de l'authenticité et de l'intégrité du paysage, non pas en fonction d'un état donné servant de référence, mais en fonction d'une relation perçue comme harmonieuse. Effectivement, dans le cas d'un centre historique patrimonialisé en tant qu'ensemble architectural représentatif d'une certaine époque, il aurait été plus aisé de distinguer les projets qui vont en impacter l'intégrité ou pas.

- 34 En nous attachant à la dimension temporelle du plan de gestion, nous constatons comment les responsables de son élaboration ont tenté de faire dialoguer la « petite échelle » des tempos quotidiens avec la « grande échelle » temporelle des horizons de changement, et celle encore plus grande du maintien d'une mémoire collective. Ce plan de gestion peut être apparenté à un projet urbain qui en proposant de nouvelles possibilités d'articulation des temporalités de la ville se basant sur les notions de réhabilitation, rénovation et régénération pourrait combler le manque d'instruments pour une planification sur le long terme. Le comité de gestion travaille ainsi pour que la valeur patrimoniale du paysage soit porteuse d'une dimension de développement durable (Zamant, 2013b) dans une ville confrontée à une croissance rapide et des changements incessants.

« La candidature de Rio concourt à comprendre comment le concept de patrimoine peut contribuer à une vision de développement durable, et en même temps cherche à comprendre dans quelle mesure le développement durable peut être une stratégie pour valoriser ce patrimoine. » (Responsable des relations internationales au sein de l'Iphan, entretien, Brasília, août 2012)

Conclusion

- 35 Le patrimoine est un syndrome de notre rapport au temps, à l'attente, à la mémoire et à la transmission qui évolue en fonction des époques et des contextes territoriaux et culturels. L'analyse des différents moments scandant la procédure de patrimonialisation de Rio nous a permis de mettre en exergue une multiplicité d'approches temporelles (prédominance de l'instant présent, célébration du mouvement, du changement, de la compétition... et en même temps, célébration de la mémoire collective, de la continuité, du patrimoine) qui témoignent du « caractère nécessairement syncopé de la construction de l'espace urbain » (Roncayolo, 2002 : 298). Face à cela, le patrimoine se présente comme une notion refuge permettant de questionner le rapport au temps, voire de réintroduire un rapport au temps long. Ainsi en fonction des contextes, quand dans un temps cyclique où le présent se tourne vers le passé, le patrimoine est mobilisé comme outil permettant de justifier et de guider ce présent ; dans un temps linéaire où le présent tend vers le futur, il peut devenir une simple illustration de ce qui a été, ce qu'Henri-Pierre Jeudy désigne comme le pouvoir passéiste du patrimoine (Jeudy, 2003). Mais le patrimoine peut aussi

devenir un outil au présent pour la construction d'un futur, tout en tentant d'autre part de faire coexister des historicités multiples héritées de géohistoires particulières et ancrées dans des habitudes de longue date. Finalement par sa capacité à hybrider des temporalités diverses relevant aussi bien des sciences naturelles que du politique ou du social, le patrimoine permet donc d'esquisser de nouveaux régimes temporels propres aux contextes locaux, et qui à terme deviennent fondateur d'une manière de faire la ville (Biase, 2014). La procédure de patrimonialisation se présente dès lors comme un entre-temps (Zamant, 2017b) qui rend possible une projection dans le futur.

- 36 Nous avons pu observer, au moment de la construction du récit, de la décision et de l'annonce de l'attribution du label, dans quelle mesure les temps du territoire *carioca*, oscillant entre développement urbain accéléré et relation longue à l'environnement « naturel », orientent l'interprétation du concept de patrimoine paysager et urbain. Ils favorisent une interprétation du patrimoine comme outil de développement territorial à associer au futur, et non plus uniquement comme garant de valeurs héritées du passé. Entre volonté de préservation et de développement économique, la notion de paysage en tant qu'objet patrimonial est ainsi manipulée par les tenants de la procédure de Rio afin de répondre aux volontés de développement local. Cette approche invite à se projeter vers l'avenir et à concevoir aujourd'hui un projet collectif, pour demain. Elle repose en cela sur une conception occidentale du temps, linéaire et ouverte. Le souci au présent pour une valeur patrimoniale est travaillé à partir d'une préoccupation pour le futur et l'idée d'un progrès ; à savoir, pour ménager l'avenir incertain s'impose le projet de concevoir le présent comme un passé pour demain. Cette démarche, qui relève d'une logique de responsabilisation et du principe de précaution énoncés par Hans Jonas (1990 (1979)), rapproche la notion de patrimoine des enjeux de développement durable²⁹.
- 37 Au moment de la mise en œuvre du plan de gestion, le paysage culturel est présenté par le comité de gestion comme une figure territoriale porteuse des objectifs d'un développement durable permettant d'affronter d'une manière responsable un ensemble urbain en transition. Le paysage (et sa valeur patrimoniale) considéré comme « *objet de l'action publique [et] est intégré dans une visée de changement et de durabilité des territoires et des sociétés qui l'habitent.* » (Fortin et al., 2010). Mais dans la pratique, les objectifs du comité de gestion se retrouvent en confrontation avec les temporalités du marketing urbain, dénoncées également par la population. Une confrontation dont les résultats se font au détriment des usages au quotidien. Effectivement, la vision moderne du temps portée par les professionnels de la ville et dans laquelle le projet, l'expectative, la promesse restent les guides des actions au présent, n'épouse pas le régime temporel de la population. Cette dernière construit l'histoire d'un lieu dans l'instant, dans l'ici et le maintenant, dans la durée courte (Certeau de, 1990), telles qu'en témoignent la cartographie habitante ou les façons dont l'annonce de l'attribution du label et de celle des JO ont été reçues. Cette cohabitation difficile, cette « mésentente temporelle » entre le régime d'historicité des institutions et celui de la population nous amènent à nous demander quelle gouvernance peut être mise en œuvre au moment de la définition des approches temporelles devant guider la re-construction d'un territoire ?
- 38 Face à ce contexte délicat, c'est à nouveau en alliant patrimoine et développement durable, deux notions universellement valorisées et présentées comme un sésame vers la modernisation, que les professionnels de la ville tentent de parvenir à un consensus pour régir les transformations urbaines et insuffler leurs modèles et projets de société. Le patrimoine est désormais couramment considéré comme contribuant au développement

durable (Dris, 2012), pour les dimensions sociales, environnementales, de responsabilité, de respect du cadre de vie et du milieu naturel qu'il prétend favoriser. Il devient une ressource pour le développement local aujourd'hui perçu comme nécessairement durable. Le patrimoine est ainsi investi par les professionnels de la ville, d'une vision prospective pour mettre en place des reconversions territoriales et d'une vision rétrospective quand il s'agit d'en trouver une légitimation sociétale. Tout comme le développement durable, le patrimoine induit une prescription morale, qui modifie les échelles de valeurs dans les représentations du bien-vivre, ainsi qu'une injonction à l'engagement des populations permettant d'atteindre cette acceptabilité sociale³⁰. Nous avons pu remarquer par ailleurs l'émergence d'initiatives citoyennes autour des enjeux de patrimoine. Les habitants se saisissent donc de cet entre-temps que constitue la patrimonialisation pour se réapproprier le débat sur le temps et accéder par une autre voie à l'aménagement de leur territoire. Finalement, nous constatons combien les procédures de patrimonialisation sont l'occasion de replacer les questions sur le temps comme un sujet politique au centre d'une évolution durable des territoires.

BIBLIOGRAPHIE

Agamben G., 2002 (1978), *Enfance et histoire. Dépérissement de l'expérience et origine de l'histoire*, Paris, Payot.

Agier M., 2009, *Esquisses d'une anthropologie de la ville. Lieux, situations, mouvements*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant.

Augé M., 2008, *Où est passé l'avenir ?*, Paris, Éditions du Panama.

Bensa A., 1996, « De la microhistoire vers une anthropologie critique » in Revel J. (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, Gallimard, p. 37-70.

Bensa A., Fassin E., 2002, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrains*, p. 5-20.

Bertho A., 2008, *Nous autres, nous-mêmes. Ethnographie politique du présent*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.

Biase A. de, 2014, *Hériter de la ville. Pour une anthropologie de la transformation urbaine*, Paris, Donner Lieu.

Bondaz J., Graezer Bideau F., Isnart C., Leblon A. (dir.), 2014, *Les vocabulaires locaux du patrimoine. Traductions, négociations et transformations*, Berlin, Lit Verlag.

Brazil. Congresso Nacional. Câmara dos Deputados, 1960, *Anais da Câmara dos deputados*, Livre 5.

Bringel B., Pleyers G., 2015, « Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation », *Brésil(s)*, n° 7, <http://bresils.revues.org/1417>, consulté le 04 novembre 2017.

Brumann C., 2012, « Multilateral ethnography. Entering the world heritage arena », Max Planck Institute for Social Anthropology Working Papers 136, http://www.eth.mpg.de/cms/en/publications/working_papers/wp0136.html, consulté le 27/07/2014.

- Bruntland G. H., 1989, *Notre avenir à tous. Commission mondiale sur l'environnement et le développement*, Organisation des Nations-unies, Montréal, Éditions du Fleuve.
- Certeau M. de, 1990, *L'invention du quotidien, I : Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- Chesneaux J., 1994, « L'axe passé-présent-avenir », *Transversales. Science/culture*, p. 4-7.
- Choay F., 1992, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil.
- Comité du patrimoine mondial, 2011, *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, Paris, Unesco, WHC.11/01., <http://whc.unesco.org/archive/opguide11-fr.pdf>, consulté le 04/11/2017.
- Deleuze G., 1969, *Logiques du sens*, Paris, Minuit.
- Dris N. (dir.), 2012, *Patrimoines et développement durable. Ressources, enjeux, lien social*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- État partie du Brésil, 2002, « Justification pour l'inscription, authenticité et intégrité », Brasília
- État partie du Brésil, 2002, « Justification pour l'inscription, déclaration de la valeur universelle exceptionnelle », Brasília
- Fabre D. (dir.), 2013, *Émotions patrimoniales*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Fava, F., 2007, *Banlieue de Palerme : une version sicilienne de l'exclusion urbaine*, Paris, L'Harmattan.
- Fortin M.-J., Peyrache-Gadeau V., Sgard A., 2010, « Le paysage en politique », *Développement durable et territoires*, vol. 1, n° 2, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/8540>.
- Governo Federal do Estado do Brasil, 2011, Lei Complementar n° 111, 01-02-2011.
- Gravari-Barbas M. et Jacquot S., 2007, « L'événement, outil de légitimation de projets urbains : l'instrumentalisation des espaces et des temporalités événementiels à Lille et Gênes », *Géocarrefour*, vol. 82, n° 3, <http://geocarrefour.revues.org/2217>, consulté le 03/11/ 2017.
- Guez A., 2008, « Pour une poétique de l'entre-temps en architecture », in Berque A., Biase A. de, Bonin P. (dir.), *L'habiter dans sa poétique première*, Paris, Donner lieu, p. 344-359.
- Hartog F., 2003, *Nouveaux régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil.
- Herzfeld M., 2013 « À la recherche du temps écrasé. Patrimoine et suppression des liens sociaux d'émotion (Grèce, Italie, Thaïlande) » in Fabre D. (dir.), *Émotions patrimoniales*, Paris, Maison des sciences de l'homme, p. 377-392.
- Icomos, 2012, *Recueil des évaluations de l'Icomos*, Paris, Unesco, WHC-12/36.COM/INF.8B.
- Illich I., 1994, *Dans le miroir du passé*, Paris, Descartes & Cie.
- Iphan, 2014, Plano de gestão do sitio – Rio de Janeiro : Paisagens cariocas entre a montanha e o mar, Rio de Janeiro, Iphan.
- Iphan, 2012, *Rio de Janeiro: Carioca Landscapes between the Mountain and the Sea. World Heritage Nomination*, Rio de Janeiro, Iphan.
- Iphan, 2009, Portaria n° 127, n° 83, 30/04/2009, Diário Oficial da Uniao.
- Jacquot S., 2007, *Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques centraux : une étude comparée de Gênes, Valparaíso et Liverpool*, thèse de doctorat, géographie, université d'Angers, Angers, 646 p.
- Jeudy H.-P., 2003, *Critique de l'esthétique urbaine*, Paris, Sens & Tonka.

Jonas H., 1990 (1979), *Le principe de responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Les Éditions du Cerf.

Koselleck R., 1990 (1979), *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Laboratoire Architecture Anthropologie, 2013, *Projet scientifique 2013-2018*, Paris, École nationale d'architecture de Paris-La Villette.

Mitchell N., Rössler M., Tricaud P.-M., 2011, « Paysages culturels du patrimoine mondial. Guide pratique de conservation et de gestion », *Cahiers du patrimoine mondial*, n° 26, <http://whc.unesco.org/fr/series/26/>, consulté le 04/11/2017.

Nations-unies, 1992, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, Rio de Janeiro, Nation-unies.

Oers R. van, 2009, *Paysages urbains historiques. Synthèse des journées techniques* [organisées par Icomos, Convention France Unesco], Paris, Unesco.

Pessoa M. A., Tarsitano P.R., 2013, « Eventos esportivos : a repercussão midiática dos Jogos Olímpicos de 2016 no Rio de Janeiro – Brasil », *Revista Hospitalidade*, vol. 10, p 408-421.

Roncayolo M., 2002, *Lectures de ville. Formes et temps*, Marseille, Parenthèses.

Schmitt T. M., 2009, « Global cultural governance: decision-making concerning world heritage between politics and science », *Erdkunde*, vol. 63, n° 2, p. 103-121, [<http://www.erdkunde.uni-bonn.de/archive/2009/global-cultural-governance.-decision-making-concerning-world-heritage-between-politics-and-science/>], consulté le 3/05/ 2017.

Seixas H., 2012, « Inverno no Arpoador », *Folha de São Paulo*.

Teixeira A. C., Britto T., 2012, « Rio é Patrimônio Mundial como paisagem cultural urbana. », *O Globo*, <http://oglobo.globo.com/rio/rio-patrimonio-mundial-como-paisagem-cultural-urbana-5363704>, consulté le 03/05/2017.

Tomas F., 2004, « Les temporalités du patrimoine et de l'aménagement urbain », *Géocarrefour*, vol. 79, n° 3, p. 213-221, <https://journals.openedition.org/geocarrefour/722>.

Unesco, 2012, « Résumé des interventions de la 36e session du Comité du patrimoine mondial » in *Unesco, 36e session du Comité du patrimoine mondial*, Saint-Petersbourg, Unesco, p. 183-184.

Unesco, 2011, « Recommandation concernant les paysages urbains historiques », in *Unesco, Actes de la conférence générale de la 36e session*, Paris, Unesco.

Unesco, 1994, *Document de Nara sur l'authenticité*, Nara, Unesco.

Zamant V., 2013a, « Emballage. La patrimonialisation du paysage culturel urbain de Rio de Janeiro face au marketing urbain », Ferro L., Abrantes P., Raposo O. (dir.), *Urban Culture in Action. Politics, Pratiques and Lifestyles. SICYurb. Proceedings of the Second International Conference of Young Urban Researchers II*, Lisbonne, ISCTE, p. 181-212, <https://repositorio.iscte-iul.pt/bitstream/10071/4307/19/SICYUrbVolumeII.pdf>, consulté le 3/05/2017.

Zamant V., 2013b, « Lucrative coercions. The carioca « cultural landscape » as a construction of heritage determined by sustainable development » in Newman C., Nussaume Y., Bas P. (dir.), *Landscape and Imagination. Towards a new baseline for education in a changing world. Conference*, Paris 2-4 may 2013, Florence, Pontedera, Uniscape, Bandecchi & Vivaldi, p. 133-136.

Zamant V., 2015a, *Hors-champ patrimonial. La construction du paysage de Rio de Janeiro entre transformations territoriales et labellisation Unesco*, thèse de doctorat, Aménagement de l'espace et urbanisme, université de Paris Nanterre La Défense, Paris, 488 p.

Zamant V., 2015b, « Rio de Janeiro e suas paisagens. Entre perspectiva histórica e usos contemporâneos », in *Espaço Aberto*, vol. 5, n° 2, Rio de Janeiro, UFRJ, p. 143-164, <https://revistas.ufrj.br/index.php/EspacoAberto/issue/view/447>, consulté le 3/05/2017.

Zamant V., 2016, « A patrimonialização : uma alavanca de cidadania em face ao desenvolvimento urbano ? Uma perspectiva entre a metrópole parisiense e a carioca », *Rencontres internationales Attilio, Dialogues France-Brésil 4 : Le droit à la ville en France et au Brésil : un nouvel agenda urbain ?*, 27-30/06/2016, Salvador da Bahia, Brésil.

Zamant V., 2017a, « De l'individuel au collectif, des mythes aux pratiques. Le paysage culturel de Rio de Janeiro vu par ses habitants » in *Projets de Paysage*, varia n° 15, Paris. http://www.projetsdepaysage.fr/de_l_individuel_au_collectif_des_mythes_aux_pratiques, consulté le 04/11/2017.

Zamant V., à paraître en 2018b, « L'entre-temps de la patrimonialisation. Un outil de la transformation urbaine » in Guez A., Bonzani S. (dir.), *Représenter la transformation. Ou comment saisir les espaces-temps habités*, Paris, Créaphis.

NOTES

1. Nous employons le terme de « pratique » comme englobant aussi bien les comportements et les conduites des usagers des espaces que les stratégies de ceux qui projettent le dessin et le dessein de ces espaces (hommes politiques, urbanistes, architectes, entrepreneurs...) (Roncayolo, 2002).
2. Selon Reinhart Koselleck (1990 (1979)), d'une part l'« horizon d'attente » correspond à l'idée d'un « futur rendu présent » qui teinte les projections de désir et d'espoir, et d'autre part « le champ d'expérience vécue » est considéré comme un « présent passé » qui regroupe les connaissances transmises culturellement par le groupe social.
3. Extrait du chantier de réflexion du LAA intitulé « Chronotopia », <http://www.laa.archi.fr/+Chronotopia-?tout=oui>.
4. Cette enquête a été menée entre 2009 et 2012 dans le cadre d'une recherche doctorale (Zamant, 2015a) dont est extrait le présent article. Elle s'est structurée d'une part à partir d'une analyse des documents produits dans le cadre de la candidature à l'Unesco et aux JO d'été 2016, des plans d'aménagement de la ville, du contexte médiatique, et d'autre part, à partir de séries d'entretiens réalisés auprès de tous les acteurs concernés par la procédure : institution patrimoniale internationale (Unesco), nationale (Iphan), services de la municipalité, responsables des biens concernés et habitants des territoires impactés. Dans le cadre de cet article, le corpus documentaire et les entretiens réalisés au cœur des institutions et des services municipaux deviennent l'objet principal d'analyse.
5. Ce processus de patrimonialisation s'est déroulé de 2001 à 2012 à travers trois tentatives de candidature. Les deux premières ont été un échec en raison de problèmes environnementaux, politiques et sociaux, résultats d'une politique urbaine fragmentée aussi bien spatialement que temporellement. La troisième tentative, bénéficiant d'un contexte porteur, a été concluante (Zamant, 2015b).
6. François Hartog, en s'appuyant sur les recherches de Reinhart Koselleck, parle de « régimes d'historicité » pour désigner ce « mode d'agencement du passé, de l'avenir et du présent » (Hartog, 2003 : 22) comme le fruit d'une époque, d'un contexte socio-politique et de cette articulation entre « horizon d'attente » et « champ d'expérience vécu » propre à chaque acteur.

7. *Carioca* est un mot portugais-brésilien permettant de qualifier tout ce qui a trait à la ville de Rio de Janeiro. À l'origine, il s'agissait d'un nom donné aux habitants, consacré par l'expédition de 1503 des Portugais (Brazil, 1960).
8. Afin de reconnaître la VUE d'un bien, l'Unesco demande que ce bien respecte, outre l'un des dix critères, les conditions d'authenticité et/ou d'intégrité (Comité du patrimoine mondial, 2011).
9. Tel que défini dans le Document de Nara (Unesco, 1994), l'authenticité s'acquiert au regard de la crédibilité des sources informant sur la continuité du lien entre le bien et son origine. Quant à l'intégrité, elle est « une appréciation d'ensemble et du caractère intact du patrimoine naturel et/ou culturel et de ses attributs » (Comité du patrimoine mondial, 2011 : 25).
10. Ces critères relèvent d'un régime temporel particulier hérité du débat après-Seconde Guerre mondiale qui concernait alors l'urgence de reconstruire les villes détruites par la guerre, puis par l'urbanisme moderne.
11. L'Iphan est l'Institution du patrimoine historique artistique national brésilien.
12. En 1992, Rio de Janeiro a accueilli le sommet « Planète Terre » à l'issue duquel fut adoptée la « Déclaration de Rio ». Celle-ci établit le lien entre patrimoine, population, environnement et développement, pour servir l'idée de développement durable (Nations-unies, 1992). La même année est d'ailleurs créée la catégorie « paysage culturel » par l'Unesco qui fait explicitement référence à cette conférence (Mitchell *et al.*, 2011).
13. Pour une analyse approfondie de cette comparaison, nous nous permettons de renvoyer à un précédent article (Zamant, 2017a).
14. En Europe, ce rapport à l'historicité a évolué du temps des antiquaires au patrimoine urbain en passant par le « culte des monuments » (Choay, 1992). En France la destruction des bâtiments de la noblesse pendant la révolution française accélère cet éveil d'une pensée patrimoniale en démontrant que ce qui a été ne sera pas toujours.
15. Afin de dépasser une dichotomie entre pays dits émergents et pays dits émergés, il semble important de reconnaître que ces régimes temporels autres sont le résultat non pas de caractéristiques culturelles spécifiques propres à une nation, mais bien de situations territoriales spécifiques qui peuvent se retrouver à d'autres époques dans d'autres contextes culturels.
16. S'appuyant sur les analyses développées par Gilles Deleuze dans son ouvrage *Logique du sens* (1969), Alban Bensa et Éric Fassin souhaitent restituer à l'événement sa propre spécificité temporelle. Selon eux, reconnaître à l'événement sa capacité de « rupture d'intelligibilité » permet d'éviter ce double écueil de le réduire à son contexte ou à sa construction (Bensa *et al.*, 2002 : 8).
17. Nous n'avons pu relever dans les archives de la Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro que quelques articles faisant référence à cette inscription dans les journaux principaux (*O Globo* et *A Folha de Sao Paulo*) et plusieurs annonces publicitaires.
18. « Je le savais déjà » (toutes les traductions sont réalisées par l'auteur de l'article).
19. « L'Unesco a fait ce que nous savions déjà tous ».
20. « Rio, merci pour cette conquête de plus ! ».
21. « Ça fait longtemps que nous disons que la vue de Rio est patrimoine ».
22. Nous avons obtenu une version de ce fascicule qui n'est pas accessible en ligne. Cependant, nous renvoyons au site de Rio 2016 depuis lequel est téléchargeable l'ensemble des trois dossiers constituant la candidature de la ville à cet événement : <http://www.rio2016.com/comite-organizador/transparencia/documentos>.
23. À partir d'une étude portant sur les articles diffusés en ligne dans le journal *O Globo*, et contenant les mots clés : jeux et olympiques, Mirella Arruda Pessoa et Paulo Rogério Tarsitano (2013) démontrent que le thème récurrent est celui des transformations que subit la ville de Rio en vertu de l'accueil de ces grands événements sportifs.

24. Nous employons le terme d'usager pour désigner tous ceux qui expérimentent le territoire au quotidien, à savoir à la fois ceux qui y résident ponctuellement ou en permanence, et ceux qui y travaillent ou le pratiquent pour une raison ou une autre.

25. Le Comitê popular da copa est créé en 2007 pour défendre les droits des citoyens face aux conséquences de l'accueil des JO et de la Coupe du monde de football, tel que pour la favela « Vila Autodromo » qui a tenté de résister aux pressions de la mairie souhaitant libérer le foncier (Rodrigues, 2014). Durant le mois de juin 2013, de nombreuses mobilisations illustrent ces contestations croissantes (Bringel *et al.*, 2015).

26. Parmi ces initiatives, nous pouvons citer la création d'associations à but artistique au sein des favelas (Favelarte à Morro da Providência), d'associations de maintien et valorisation de la forêt (CoopBabilônia au Morro da Babilônia), de balades valorisant le patrimoine architectural et urbain (Roteiros Geograficos) ou de revues spécialisées sur le patrimoine carioca (*Gerais do Patrimônio*).

27. La zone centrale est celle qui est présentée à l'inscription et qui bénéficie d'une gestion préservant sa valeur patrimoniale tandis que la zone tampon bénéficie de mesures réglementaires qui régulent les transformations pouvant impacter la zone centrale.

28. Le projet de ce centre de convention a été validé par l'Iphan en 2013 (<http://tinyurl.com/p8o855q>, consulté le 03/05/2017) cependant les contestations se sont multipliées pour dénoncer l'impact de ce projet sur le parc du Flamengo (<http://tinyurl.com/ph5p99b>, consulté le 03/05/2017).

29. Ce rapprochement est explicitement donné dès l'adoption de la Convention de 1972 durant laquelle « la communauté internationale a adopté le concept de "développement durable". La protection et la conservation du patrimoine naturel et culturel constituent une importante contribution au développement durable » (Comité du patrimoine mondial, 2011 : 5).

30. Parler d'« acceptabilité sociale » suppose qu'il y ait conflit, blocage au préalable. Un séminaire intitulé « Développement durable et acceptabilité sociale » a été organisé en 2013-2014 par Jérôme Boissonnade, Vincent Béal, Thierry Pacquot et Aurélie Tricoire dans le cadre de l'atelier thématique commun au GIS ReHal et au réseau AC/DD.

RÉSUMÉS

Cet article propose de relire la procédure d'inscription de Rio de Janeiro (« Rio de Janeiro, paysages *cariocas* entre la montagne et la mer »), sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, comme un moment singulier où les relations entre le passé, l'actuel et l'avenir sont questionnées au regard de leurs imbrications avec les temporalités des transformations territoriales que traverse cette ville dans le cadre de l'accueil de « méga-événements ». Quatre moments de la procédure sont analysés comme des lieux de négociation entre les différents régimes d'historicités créés et mobilisés par les acteurs et leurs articulations avec les temps de la transformation urbaine et ceux du développement durable. L'objectif est de décrypter ces articulations entre les horizons temporels des acteurs pour identifier les différents présents à l'œuvre dans le « faire ville »

This article proposes to analyze the heritagization's process of Rio de Janeiro (« Rio de Janeiro, *carioca* landscapes between the mountain and the sea ») at the Unesco as a particular moment when relations between past, present and future are interrogated, in regard of their imbrications

with the temporalities of the urban transformations that this city undergoes in the context of « mega-events ». Four moments of this process are analyzed as places of negotiation between the various historicity schemes, created and mobilized by the actors and their imbrications with the times of the urban transformation and those of sustainable development. The purpose is to decipher the imbrications between the temporal horizons of the actors in order to identify the various presents at work in the “make city”.

INDEX

Mots-clés : patrimonialisation, développement durable, temporalités, régimes d'historicité, transformations urbaines, Unesco, Rio de Janeiro, patrimoine mondial

AUTEUR

VÉRONIQUE ZAMANT

Véronique Zamant est architecte DPLG et docteure en aménagement de l'espace et urbanisme. Elle a publié dans diverses revues et ouvrages sur les liens entre patrimonialisation, paysage et développement territorial. Elle est chercheuse membre au LAA-LAVUE UMR CNRS 7218.
v.zamant@gmail.com